

**GROUPE D'ÉTUDES
ET D'ACTION SOCIALISTES
TUNISIEN**

**Les caractéristiques de la période actuelle
du développement de la Tunisie
et les Instruments de la Révolution Arabe**

AVANT - PROPOS

CE TEXTE DEVAIT ETRE LU
AU SEMINAIRE D'ALGER SUR LE
SOCIALISME DANS LE MONDE ARA-
BE (22 MAI 1967). IL N'A PU L'ETRE.
NOTRE DELEGATION NE S'EST VUE
ACCORDER QUE LE STATUT D'OB-
SERVATEUR.



Les caractéristiques de la période actuelle du développement de la Tunisie et les Instruments de la Révolution Arabe

Le présent séminaire des socialistes des pays arabes revêt une importance extrême : il est en effet le premier du genre, le premier où pourront, nous en sommes convaincus, intervenir librement tous ceux qui se réclament du socialisme, qu'ils appartiennent ou non à une organisation reconnue par leur gouvernement, qu'ils participent déjà au pouvoir dans leurs pays respectifs ou qu'ils luttent pour l'acquisition de ce pouvoir. A ce sujet nous ne pouvons que nous demander s'il est juste que la représentation de l'Algérie, qui nous a fait l'honneur d'organiser ce séminaire, soit amputée d'une partie de ceux dont l'adhésion au socialisme ne peut être mise en doute par personne.

FAIRE LE POINT DU SOCIALISME DANS NOS PAYS

Notre participation à ce séminaire est pour nous, intellectuels marxistes tunisiens du Groupe d'Etudes et d'Action Socialistes, une occasion de faire, avec nos camarades des autres pays arabes, le point des problèmes du socialisme dans nos pays. Cela est d'autant plus utile que nous pensons avoir beaucoup de problèmes communs, que nous croyons surtout que, les voies de passage au socialisme étant loin d'être définies avec clarté, le bilan s'impose. La situation dans notre pays, comme nos propres limites d'intellectuels qui ne sont pas encore implantés dans les masses, ne nous permettent pas de venir ici faire état de succès dans la lutte pour le socialisme. Nous nous contenterons d'énoncer des positions de principe et d'essayer de faire partager aux participants nos préoccupations quant à l'avenir du socialisme dans les pays arabes.

Pour nous, les voies du socialisme dans nos pays passent nécessairement par leur unité. Cela, non seulement parce qu'elle constitue une aspiration commune de nos peuples, justifiée par l'unité de langue, de culture, de religion et d'histoire, mais surtout parce que cette unité est le seul moyen pour nos pays de construire réel-

lement le socialisme, le seul moyen d'être réellement indépendants de l'impérialisme, la seule façon de constituer un marché des ressources et des produits suffisamment vaste pour que les efforts d'industrialisation ne soient pas stériles, la seule façon également de faire disparaître les inégalités qui peuvent exister entre nos pays.

Si l'unité arabe est une nécessité économique, culturelle et historique, au point de vue de la construction du socialisme, elle ne saurait être un préalable à la lutte pour l'avènement de ce système. Au contraire, l'expérience a amplement prouvé et continuera encore à le faire, que cette unité n'est réalisable que si elle est le fait de régimes socialistes. Tous les autres régimes, et nous n'avons aucune gêne à le dire, nous dont le gouvernement est des plus activement hostiles à cette unité, sont trop soumis à l'impérialisme ou incapables de faire échec à ses manœuvres pour faire quoique ce soit de sérieux dans le sens de l'unité réelle, qui est une des hantises de l'impérialisme. Seuls des régimes complètement indépendants de ce dernier, c'est-à-dire réellement socialistes, peuvent œuvrer pour cette unité.

C'est pourquoi il nous semble que c'est par chaque victoire du socialisme dans les différents pays arabes que l'on rapprochera leur unité. En d'autres termes, le mot d'ordre d'unité arabe ne nous paraît qu'une vaine clameur démagogique s'il ne s'accompagne pas d'une action réelle, à l'échelle de chaque pays, pour la réalisation du socialisme. Nous savons que chaque pays, tout seul, ne pourra que jeter les bases du socialisme, et que ce dernier ne pourra progresser réellement que dans un cadre plus large. Des unités régionales pourront alors valablement préparer l'unité générale, qui permettra la consolidation du socialisme dans tous les pays arabes, et qui sera possible parce que, entre eux, ces pays ne chercheront plus à satisfaire des besoins d'hégémonie sur un plan ou sur un autre, mais à résoudre dans l'égalité les problèmes qui leur sont communs.

Que l'on envisage le problème sous l'angle de l'unité ou sous celui du socialisme, pour nous, il s'agit essentiellement de réfléchir aux conditions des pays arabes et de voir comment, à travers ces conditions, peuvent se dégager les voies de la lutte pour le socialisme. Etant donné que les pays arabes présentent en gros deux types de régimes, les uns se disant socialistes avec une épithète appropriée, les autres ouvertement réactionnaires et soumis à l'impérialisme, il semble logique d'analyser ces deux types de situation. Cependant, et parce qu'un régime se disant socialiste peut être l'issue au second type de situation, c'est surtout sur ces régimes de « socialisme spécifique » que nous centrerons notre analyse, d'autant plus que notre pays nous en offre une image somme toute assez significative.

I. - CARACTÉRISTIQUES DE LA PÉRIODE ACTUELLE DU DÉVELOPPEMENT DE LA TUNISIE

« SOCIALISME DESTOURIEN », CREATION RECENTE

Le « socialisme destourien » est une création récente, puisqu'elle remonte à 1962, soit 6 ans après l'indépendance. L'aspect le plus original de la formule est peut-être qu'elle a été lancée par celui-là même qui, quelque temps auparavant, refusait toute concession « démagogique » au socialisme, de toute façon « inadapté » à la Tunisie. Réalisant une synthèse plus ou moins heureuse du refus constant de Bourguiba d'admettre la réalité des luttes de classes et de sa récente désillusion par rapport à la « voie capitaliste » le « socialisme destourien » se veut essentiellement empiriste.

LES 3 PIVOTS DU « SOCIALISME DESTOURIEN » UNITE NATIONALE, PROMOTION DE L'HOMME, LA PROPRIETE « FONCTION SOCIALE »

L'unité nationale et la promotion de l'homme sont les deux principes auxquels il se réfère constamment, mais l'un comme l'autre brillent par leur confusion. Et si l'on veut décomposer le titre « socialisme destourien », c'est à la « promotion de l'homme » qu'on rattacherait le terme « socialisme », alors que « destourien » est le signe de la continuité de la volonté « d'unité nationale ». Dans sa pratique, le « socialisme destourien » a été amené à utiliser une arme nouvelle d'un maniement difficile : la planification. Promouvoir l'homme dans l'unité nationale exigeait donc au départ une intervention paternelle de l'Etat-guide dans les affaires économiques, son aide à tous pour les pousser à satisfaire les objectifs de cette promotion, et l'aide étrangère pour faciliter l'ensemble.

Le manque d'empressement d'une catégorie de citoyens, qui se trouvaient être précisément ceux qui possédaient l'argent, les bourgeois, à participer à la réalisation du plan aurait pu faire comprendre la vanité du concept d'unité nationale. Son seul résultat a été que l'intervention de l'Etat a dépassé le stade de la « persuasion » pour arriver à la participation directe à la gestion économique. L'Etat-guide est devenu l'Etat-patron. Pour ne pas gêner les bourgeois et leur permettre de « changer leurs structures mentales », le socialisme destourien ne les a pas lésés : il s'est contenté de pren-

dre en main les nouvelles créations industrielles et en parties les anciennes entreprises coloniales. Tout cela à « titre provisoire », en attendant que les bourgeois, leur mentalité rénovée, viennent reprendre les entreprises.

Pour permettre cette rétrocession, il ne fallait surtout pas effrayer la bourgeoisie par des concessions trop libérales à la classe ouvrière. Il est tellement vrai que l'Unité nationale entraîne des sacrifices pour les classes démunies que la classe ouvrière tunisienne, dont les conditions n'ont jamais été brillantes, est encore plus exploitée qu'auparavant, mais elle n'a pratiquement plus la possibilité de recourir à la lutte syndicale, le syndicat étant désormais soumis complètement au Parti : l'unité nationale interdit la démocratie, ce qui est évidemment peu conforme avec la promotion de l'homme.

Parce que les bourgeois ont refusé de financer le plan, qui visait à « améliorer la condition de tous les Tunisiens », et parce que l'aide étrangère est venue plus lentement et en quantité moindre que prévu il a fallu faire payer à la petite bourgeoisie, artisans, commerçants, petits entrepreneurs, les frais d'une politique qui ne voulait pas mettre en cause les « droits sacrés » des bourgeois. La réorganisation des structures de l'artisanat et la concurrence des produits importés ou fabriqués industriellement a prolétarisé la plupart des artisans. Les impôts, taxes et amendes se sont mis à pleuvoir sur les petits commerçants, comme pour les punir de n'être pas de ces gros qui, eux, peuvent continuer à faire ce qu'ils veulent. Quant aux petits fonctionnaires et employés accablés de dettes, l'élévation du coût de la vie et le blocage des salaires a été plus important que la promotion qu'a constitué pour eux, dans une première phase, l'accession à un emploi stable et au départ bien rémunéré.

Absence de participation des bourgeois, aggravation des conditions de vie de la classe ouvrière, prolétarianisation et aggravation de la précarité de la situation de la petite-bourgeoisie, voilà ce qu'a signifié pour les couches urbaines le « socialisme déstourien » et la « promotion de l'homme ». Nous n'insistons pas sur tous les scandaleux gaspillages, tels que construction de palais ou voyages de prestige à l'étranger... Mais l'augmentation du rôle de l'Etat et sa volonté de montrer un minimum de réalisation ont entraîné le développement prodigieux d'une bureaucratie administrative, politique et économique dont l'énorme coût a encore rendu plus difficiles les conditions de vie des couches les plus défavorisées.

S'il n'y a pas eu de promotion de l'homme dans la ville, si ce n'est de quelques bourgeois qui ont pu, ou su, s'associer aux opérations, surtout de construction, de l'Etat, et de cette bureaucratie montante, les résultats ne sont pas des plus brillants en ce qui

concerne la campagne. Le refus de toucher aux terres des propriétaires fonciers tunisiens, et, pendant toute une période, a celle des colons français, rendait impossible toute amélioration spectaculaire des conditions de la petite paysannerie pauvre. Les dangers que cette classe représentait, vu son nombre et sa misère, ont fait recourir d'abord à la généralisation des chantiers de chômage, qui ont été réalisés grâce à l'aide américaine et ont permis d'éviter un soulèvement paysan. Après une expérience malheureuse de gestion étatique des terres des colons rachetées ou récupérées par l'Etat, et du fait du coût trop élevé et des résultats trop faibles des essais de mise en valeur on a entamé l'expérience des fameuses unités de production coopératives.

Au bout de quatre ans, ces coopératives ne couvrent encore que 150.000 ha et 300 coopératives (sur 2,5 millions d'hectares cultivables dans le nord du pays). Leurs résultats, encore peu intéressants, ne permettent pas aux coopérateurs une meilleure rémunération que celle d'ouvriers agricoles. La tutelle des services techniques et politique de l'Etat ne permet pas une véritable initiative des coopérateurs, et le sabotage constant de ces coopératives par le privé qui domine encore le commerce et le crédit, ne leur permet pas de progresser suffisamment.

Enfin, et surtout, la généralisation de l'expérience, que semble annoncer la mise en « pré-coopératives » des terres ayant appartenu aux colons, que le gouvernement a finalement récupérées en mai 1964, ne pourra se faire que si l'on dispose d'une partie des terres de grosses propriétés tunisiennes, c'est-à-dire si on limite cette dernière à 50 ha à peu près par exploitation. Malgré une série de solutions d'attente, qui ont permis seulement d'éviter la révolte de la petite paysannerie, mais non de la gagner, la seule possibilité de solution du problème de la promotion de l'homme à la campagne reste une réforme agraire radicale que le « socialisme destourien » refuse de mettre en œuvre.

Les tentatives récentes du pouvoir de réorganiser les structures commerciales semblent donner un résultat assez semblable : élimination ou prolétarianisation des petits commerçants, réorganisation des gros qui, la période d'adaptation passée, se retrouvent dans une situation assez proche de celle qu'ils avaient, sans que les consommateurs puissent trouver, dans des prix plus abordables, le moindre aspect positif de cette réorganisation. Élimination des pratiques moyennageuses, comme se plaît à souligner le pouvoir, peut-être, mais leur remplacement ne justifie pas ces résultats.

L'ensemble de la politique tunisienne, sans jamais attaquer directement la propriété privée, s'est constamment heurté aux limi-

tes que celle-ci imposait. C'est pourquoi il a fallu définir une nouvelle théorie de la propriété « fonction sociale » qui autorise l'Etat à apporter des limites au droit de propriété quand l'intérêt général l'impose. Et c'est cette nouvelle théorie qui fait l'aliment de tous les propagandistes du régime. Unité nationale, promotion de l'homme et propriété-fonction sociale sont maintenant les trois pivots du « socialisme destourien » pour qui le socialisme en Tunisie doit se caractériser par une harmonieuse coexistence, grâce aux révolutions des structures mentales entre les secteurs privés, public et coopératif.

Un tour d'horizon plus complet de ce socialisme ne manquerait pas de mettre en relief un certain nombre de réalisations importantes et des plus positives : la scolarisation massive qui a des résultats considérables, même si on ne peut pas encore juger qu'elle soit réellement démocratisée, les réalisations d'ordre sanitaire et hospitalier qui représentent un effort important, si on tient compte des faibles possibilités au départ, les efforts faits en faveur des jeunes (terrains de sport, maisons de la culture, etc...) et surtout la laïcité de l'Etat et la libération assez poussée de la femme que le code du statut personnel lui a donné au point de vue juridique.

Ces réalisations, jointes à l'absence de démocratie réelle et de possibilité de contestation, confrontées avec l'isolement du pouvoir par rapport aux différentes classes de la société et son incapacité jusqu'ici à assurer la promotion de l'homme, donne la mesure de l'ambiguïté d'un régime qui se dit socialiste, mais que ne peut être rattaché, ni au socialisme comme il est compris classiquement, ni au capitalisme. La question que, arrivés à ce stade de l'analyse, nous nous posons est la suivante : si au point de vue de ses propres objectifs comme à ceux de l'analyse des classes, le socialisme destourien est une faillite, ne constitue-t-il pas, cependant, une expérience originale de construction du socialisme par la voie de la modernisation de l'agriculture et de l'industrialisation, réalisées d'en haut et grâce à l'aide étrangère ? Le bilan économique du régime nous permet de répondre catégoriquement par la négative.

BILAN ECONOMIQUE DU REGIME TUNISIEN

Les problèmes de la construction d'une économie moderne peuvent se ramener de façon très schématique à quatre questions fondamentales :

- la création d'un marché intérieur suffisant.
- la création d'une industrie importante.

- la création d'emplois en nombre important.
- l'indépendance financière, et plus généralement économique.

Sur ces quatre questions, même si le gouvernement tunisien peut faire état de quelques succès partiels, le bilan est globalement négatif. Non que rien n'ait été fait. Mais ce qui est fait n'est pas en proportion des nécessités au point de vue quantitatif, a de nombreuses faiblesses et des défauts importants au point de vue qualitatif.

Si les « réformes de structures » opérées sont un pas important vers l'intégration de toute la population dans le marché national, la faiblesse des revenus de la population et le fait que rien de décisif n'ait été fait pour augmenter réellement ces revenus interdit en fait de penser qu'il existe un marché un tant soit peu valable. Cette inexistence du marché intérieur est un obstacle au développement des industries de biens de consommation, en particulier textiles, qu'on a porté d'emblée à un niveau de production trop important. De plus, au lieu d'orienter l'industrialisation vers la création de petites industries d'outillage ou de moyens de production agricoles, de façon à accélérer l'augmentation de la production agricole, donc la création d'un marché, on l'a d'emblée tournée vers les biens de consommation, ce qui entraîne une dépendance étroite à l'égard des pays industrialisés en matière d'outillage et même de matières premières, sans parler de l'adaptation très discutée des dimensions et des lieux d'implantation de ces réalisations industrielles, dont les difficultés de gestion sont immenses.

L'aspect positif d'une industrialisation, même désordonnée et peu adaptée, peut être, pour le socialisme, l'installation de structures modernes et la création ou le développement d'une classe ouvrière importante. Malheureusement en Tunisie, ces deux aspects sont très secondaires : l'influence « modernisante » des nouvelles créations industrielles sur l'entourage est dérisoire, étant donné qu'il y a très peu d'échanges entre l'usine et la région où elle se trouve ; le nombre d'emplois créés par les réalisations du Plan Triennal (62-64) ne dépasse pas la dizaine de milliers, alors que l'on prévoyait qu'ils dépasseraient 50.000 et que le nombre de personnes se présentant sur le marché du travail est 30.000 chaque année.

Enfin, et c'est ce qui est le plus dangereux, le déficit financier et budgétaire de la Tunisie est tel que le gouvernement a besoin chaque année d'un aide de dizaines de millions de dollars pour réussir à payer les fonctionnaires et employés de l'Etat. La dette de la Tunisie ne fait que s'aggraver à l'égard de l'extérieur, surtout les Etats-Unis, ce qui explique le soutien du gouvernement à leur monstrueuse politique d'agression contre le peuple vietnamien.

La substitution partielle du F.M.I. et de la B.I.R.D. aux Etats-Unis ne diminue pas, on s'en doute, la dépendance à l'égard de l'impérialisme américain qui, par une simple décision de cessation de l'aide, pourrait provoquer une très grave crise en Tunisie. Cette dépendance est d'autant plus grave que, malgré les efforts réels en vue de diversifier le commerce extérieur, celui-ci, encore aux mains du secteur privé, maintient les termes de l'échange favorable à l'impérialisme, même si son contenu change peu à peu.

On pourrait passer l'économie tunisienne au crible d'une analyse beaucoup plus approfondie, on n'en trouverait pas pour autant la moindre trace d'une construction quelconque d'une société socialiste, malgré de nombreuses réalisations, que nous n'avons pas la moindre peine à reconnaître. Le seul élément équivoque, dans cette société, est précisément, le secteur des coopératives agricoles, dont nous avons dit à quel point il est restreint et qu'on ne peut le développer sans une réforme agraire que le gouvernement refuse d'envisager et sans mettre fin aux sabotages de toutes sortes auxquels il est soumis. Dans ces conditions, et parce que nous savons quelles difficultés il y a de socialiser le secteur agricole, nous avons une confiance très limitée dans le caractère socialiste de ce secteur qui est d'ailleurs loin d'avoir conquis les paysans.

Cela est significatif : le socialisme se caractérise d'abord par un changement dans les rapports de production. En ce qui concerne les coopératives agricoles, ni leur contenu actuel, ni la manière dont les responsables du gouvernement les font fonctionner ne montrent un réel changement de ces rapports : les coopérateurs ont plus l'impression d'être des salariés que des hommes responsables de leur production, le patron est pour eux quelque chose d'hybride entre l'ingénieur, l'Etat et la coopérative dont ils ne comprennent pas la signification. Aussi bien, cela se comprend-il quand on sait que ces coopératives ont été créées d'abord pour des motifs techniques (modernisation et augmentation de la production agricole) et que les responsables de leur marche sont des techniciens dépourvus de toute formation politique.

LE REGIME TUNISIEN, UN REGIME AMBIGU...

Si donc nous voulons, du point de vue du socialisme, faire le bilan du régime tunisien, ce qui apparaît le plus frappant est son ambiguïté. Ce n'est pas, bien entendu, parce qu'il se proclame socialiste que nous devons le croire sur parole ! Mais cela a tout de même une signification. En effet, s'il y a dans le système des éléments de socialisme, peu nombreux et faibles et des

éléments de capitalisme, beaucoup plus puissants il n'en reste pas moins que les options ne sont ni socialistes ni capitalistes. La base capitaliste du système est beaucoup plus développée, par l'origine historique de son économie ; tous les éléments de socialisme ou de capitalisme d'état sont réversibles, et de nombreux documents officiels font état de la future rétrocession au secteur privé des industries nationales, après leur lancement ; l'influence économique de l'impérialisme est largement dominante ; tous les responsables de la vie publique et économique sont de formation occidentale et bourgeoise, et les technocrates sortent des facultés françaises ; l'idéologie officielle est résolument petite bourgeoise et mêle les notions d'unité nationale, de liberté et de promotion de l'homme dans la plus joyeuse confusion.

Malgré cela, c'est-à-dire bien que la structure du système soit à *dominante capitaliste*, pour employer une expression d'Althusser, non seulement le régime ne plonge pas dans le capitalisme, mais il s'accroche au terme « socialisme » et à ses « réalisations ». Cela est loin d'être dû à une quelconque pression de ceux qui se sentent concernés par le socialisme : les classes qui, objectivement, devraient jouer ce rôle, la classe ouvrière et, dans une certaine mesure, la paysannerie pauvre, sont dans l'incapacité de le faire, n'ayant ni les possibilités de s'exprimer, ni l'envie de soutenir un régime dont ils se méfient profondément. Quant aux intellectuels, leur attitude est plus d'opposition et de critique que de soutien à un aspect quelconque du régime, et de toutes façons, ce n'est pas leur pression qui aurait pu être déterminante. L'explication de l'ambiguïté du régime tient donc, à notre avis, à la dynamique des classes et du pouvoir, ou, pour rester dans les concepts d'Althusser, à l'influence déterminante, pour la période historique actuelle, de la superstructure par rapport aux éléments de l'infrastructure. La nature du pouvoir et de l'équipe qui le tient, ses rapports avec les diverses classes sociales en Tunisie et son histoire nous donnent l'explication du « socialisme destourien » et nous permet de mieux comprendre les problèmes du « socialisme spécifique ».

... LA DYNAMIQUE DES CLASSES ET DU POUVOIR EXPLIQUE CETTE AMBIGUÏTE

Le pouvoir est, en Tunisie, aux mains d'une équipe d'origine petite bourgeoise, qui a progressivement perdu les liens avec sa classe d'origine et qui n'est pas parvenue à s'intégrer à la bourgeoisie. Cette nature particulière de l'équipe, jointe aux conditions socio-économiques du pays, explique au fond toutes les contradictions du régime et font la clarté sur les impasses auxquelles il

conduit. La lutte pour l'indépendance réelle était trop dangereuse pour la bourgeoisie tunisienne, traditionnellement commerçante et foncière, donc étroitement liée à l'impérialisme. De plus, elle exigeait une mobilisation des masses que la bourgeoisie aurait été incapable de contenir, et qu'elle ne pouvait de toutes manières pas promouvoir. Enfin, pour que la bourgeoisie se lançât dans la lutte pour l'indépendance, il eût fallu qu'elle puisse, ensuite, assumer cette indépendance ; c'est-à-dire qu'elle eût dû résoudre les problèmes de la construction économique et politique du pays, ce dont elle n'était absolument pas capable, pas plus d'ailleurs que ne l'est aucune bourgeoisie de pays sous-développé. La construction du pays par la bourgeoisie exige que cette dernière soit capable d'accumuler des capitaux d'une importance énorme de nos jours ; elle nécessite la création d'un marché intérieur que la misère généralisée des masses rend inexistant ; elle demande une domination idéologique et politique des masses que seule la lutte contre l'impérialisme peut rendre possible. La nature même de la bourgeoisie et son essence parasitaire et liée à l'impérialisme écartent ces éventualités.

Les représentants d'alors de la classe ouvrière, le Parti Communiste et le syndicat qu'il dominait, se sont avérés incapables de comprendre la nécessité de la lutte anti-impérialiste. Ayant longtemps caressé l'espoir que le passage de la France au socialisme entraînerait immédiatement celui de la Tunisie et des Pays de l'Union Française dans son sillage, ils se contentèrent de petites luttes revendicatives, et ne purent même songer à mobiliser la paysannerie. Quand les illusions ont commencé à se dissiper, il était trop tard : la paysannerie s'était mobilisée sous une autre direction, et la majeure partie de la classe ouvrière avait rejoint l'U.G.T.T., syndicat lié au Parti du Néo-Destour et dont le mot d'ordre fondamental était l'indépendance nationale. Le parti Communiste Tunisien n'a plus jamais, par la suite, été capable de rétablir la situation ni même d'être reconnu comme direction par la classe ouvrière ou une de ses fractions.

En effet, l'incapacité de la bourgeoisie et des représentants de la classe ouvrière à engager la bataille de l'indépendance avait laissé le champ libre à la petite bourgeoisie, qui, par l'intermédiaire de l'équipe du Néo-Destour, avait pu prendre la tête de la lutte et entraîner derrière elle la classe ouvrière. Cela n'a rien d'étonnant. Comme dans la Révolution Française, c'est la petite bourgeoisie qui a symbolisé les aspirations de toutes les classes progressives de la société et qui en a pris la direction c'est elle qui croyait avoir le plus à gagner à l'indépendance, son aspiration à se transformer en bourgeoisie et son idéologie même ne lui permettant pas de

comprendre qu'elle n'a aucun avenir. La classe ouvrière, dont les dirigeants n'avaient pu renoncer à l'organisation dominée par le PC que sur la base du nationalisme, ne pouvait encore avoir une conscience suffisante pour revendiquer la direction de la lutte. De ce fait, la petite bourgeoisie, concentrant au sein de son parti les éléments de toutes les classes intéressées à l'indépendance, fournit également le chef qui devait d'abord symboliser cette unité des classes dans la lutte, puis la théoriser pour en faire la base de son maintien au pouvoir : Bourguiba.

Ces conditions de départ ont déterminé dans une grande mesure la nature du régime et sa politique future. Devant l'incapacité de la bourgeoisie à prendre le pouvoir, notamment à cause de la mobilisation des masses entraînée par la lutte pour l'indépendance, devant l'absence de la candidature de la classe ouvrière, c'est l'équipe petite bourgeoisie qui a gardé le pouvoir. En tant qu'équipe petite bourgeoisie, elle ne pouvait avoir de programme propre, il fallait nécessairement qu'elle eût celui de la bourgeoisie ou du prolétariat. Entraînée par son idéologie sur la voie de la bourgeoisie, elle doit d'abord mettre un terme à la mobilisation des masses et construire un Etat. C'était là son premier rôle historique. Après quoi, elle eût dû normalement se retirer et laisser la place à la bourgeoisie.

C'est là compter sans deux éléments fondamentaux : le premier est l'incapacité de la bourgeoisie à résoudre les problèmes de l'indépendance, dont nous avons parlé, le second est que la mobilisation des masses ne s'était pas réalisée sur le simple mot d'ordre d'indépendance, mais sur le contenu que chaque classe mettait dans ce mot d'ordre. En d'autres termes, pour mettre fin à la mobilisation des masses, il fallait tout à la fois les diviser, les réprimer et leur faire des concessions. Ces deux éléments sont le point de départ de tout le processus historique qui a abouti, de façon dialectique, chaque événement entraînant des conséquences nouvelles, au socialisme destourien.

Nous passerons sur ce processus historique qui a d'abord vu l'échec du yousséfisme, la neutralisation de la classe ouvrière et le passage à l'indépendance politique ; ce fut ensuite le libéralisme économique en même temps que le début de construction de l'Etat, où, alors que le pays s'appauvrisait par les fuites de capitaux, que la petite bourgeoisie, après son intrusion dans les administrations, commençait à se paupériser, et que la paysannerie, traumatisée après la répression du yousséfisme, regardait du côté de l'Algérie combattante, la mission de Bourguiba et son équipe était d'empê-

cher à tout prix l'extension de la révolution algérienne à la Tunisie ; puis la prise de conscience de l'isolement politique et social du pouvoir, le début d'agitation paysanne et syndicale amènent irrésistiblement Bourguiba, à travers diverses péripéties, à la planification conçue comme le moyen de réaliser le développement économique et éviter à l'avenir des explosions populaires, au socialisme destourien, à la récupération des terres détenues par les colons et à toute la politique dont nous avons parlé. Le seul élément qui ne s'est jamais démenti est le soutien qu'a toujours généreusement accordé Bourguiba à l'impérialisme américain.

Il serait trop long de reprendre ici l'analyse de toute cette période et d'exposer toutes les conséquences de cette analyse. Notre revue, *Perspectives*, a consacré plusieurs de ses numéros à un très enrichissant débat sur ce sujet à partir d'avril 1966. La conclusion que nous en tirons quant au régime tunisien est la suivante : le pouvoir est détenu par une équipe petite bourgeoise qui a rompu avec sa classe d'origine, et qui est mue par une contradiction fondamentale : garder le pouvoir tout en préservant les possibilités de construction capitaliste et empêcher les explosions du mouvement des masses. Etant donné l'impossibilité objective de construction du capitalisme d'une part, le fait qu'il en s'agit pas d'une équipe socialiste capable de mobiliser les masses d'autre part, la seule issue pour le pouvoir est d'osciller dans une politique de concessions à toutes les classes, et d'arbitrer les conflits de la société. Parce que tous ces conflits se répercutent en son propre sein, elle a besoin d'un arbitre suprême ; Bourguiba, qui jouit d'un grand prestige auprès des masses, joue ce rôle à merveille.

Mais cette contradiction du pouvoir ne peut être résolue dans l'immobilisme : les problèmes du sous-développement sont trop pressants, et par conséquent, les revendications des masses faciles à se manifester. Il est donc nécessaire d'avancer dans la voie de la construction économique pour les satisfaire par avance, ou plutôt pour donner l'espoir qu'on les satisfera. Mais parce que les bourgeois ne sont pas intéressés à cette construction, c'est l'Etat qui doit en prendre la charge, incapable qu'il est de retirer des ressources ni à la bourgeoisie, ni à la paysannerie. D'où la nécessité de la ponction à la petite bourgeoisie, donc l'élimination économique de cette classe, mais surtout de l'aide impérialiste. La responsabilité économique de l'Etat engendre du même coup le développement prodigieux d'une bureaucratie économique parasitaire, qui gaspille dans sa consommation l'essentiel des ressources de l'Etat (notamment dans sa course à la construction de villas et à l'importation de produits de luxe). Cela entraîne la nécessité d'aller plus loin dans la

ponction de la petite bourgeoisie, puis parce que les ressources de cette classe sont limitées, de transformer les structures agricoles (récupération des terres des colons, création des coopératives de production) gênant par là le développement de la bourgeoisie foncière ; parce que toute transformation des structures réalisée par l'État élargit encore la bureaucratie, il faut aller encore plus loin, tenter de réorganiser les structures commerciales, et, en fin de compte, faire appel à une aide encore plus importante de l'impérialisme.

La contradiction fondamentale du pouvoir, trop influencé par l'idéologie petite bourgeoisie pour mobiliser les masses et éliminer la bourgeoisie, ni la léser gravement, mais trop lié au soutien ou tout au moins à la neutralité des masses, se traduit donc par une nouvelle contradiction, à un niveau différent : la création et le développement constant d'une bureaucratie parasitaire, intéressée au maintien des formes d'intervention de l'État dans l'économie. En cela, cette bureaucratie s'oppose donc objectivement à la bourgeoisie, pour qui la propriété privée doit demeurer le fondement de la société ; elle s'oppose également aux masses, par son caractère parasitaire et par la nécessité où elle se trouve d'empêcher toute mobilisation des masses, de crainte d'être dépassée et mise en question ; enfin et surtout, sa présence et son maintien exigent une subordination de plus en plus poussée à l'impérialisme.

Quant à l'équipe au pouvoir et à son chef suprême, tirillés par toutes les classes qui les sollicitent, leur demandant notamment de limiter la bureaucratie, ils ne peuvent que continuer à arbitrer entre toutes ces classes, mais en s'appuyant de plus en plus sur la bureaucratie et en aggravant la dépendance à l'égard de l'impérialisme. Le Néo-Destour, parti à son origine de la petite bourgeoisie, tend de plus en plus, en tant que Parti Socialiste Destourien, à devenir un fourre-tout où toutes les classes sont représentées, mais où les seuls à s'exprimer sont les bureaucrates. Ce Parti ne continue à retenir ses membres que grâce à l'influence paternelle de Bourguiba et à l'unité de façade que sa présence impose à tous. Sa récente maladie, et la certitude que tout le monde a maintenant qu'il peut mourir dans peu de temps, transforment cette situation et il est probable que sa disparition verra le Parti se vider d'une grande partie de son contenu. Cette disparition engendrera en même temps une bataille aigue, au sommet, pour la succession. Mais parce que les options du régime sont le résultat des circonstances objectives, nous sommes convaincus que, quelque soit la fraction qui l'emportera, l'orientation du régime demeurera pour l'essentiel. Les seuls changements importants concerneront les personnes qui tiendront les différents postes, mais surtout la fin de l'hégémonie du Parti So-

cialiste Destourien. La disparition de Bourguiba s'accompagnera peut-être d'une certaine libéralisation du régime ou d'un durcissement suivant la fraction qui l'emportera. Cela est secondaire devant le fait que l'essentiel de la ligne actuelle devra être maintenue, sauf intervention directe américaine, que nous croyons improbable : elle n'aurait lieu qu'en cas de risque réel de passage de la Tunisie au socialisme, ce qui est encore lointain.

« SOCIALISME DESTOURIEN » : ASSUJETTISSEMENT A L'IMPERIALISME

Pour conclure sur l'expérience tunisienne, nous dirons donc que, non seulement il ne s'agit pas de socialisme, étant donné notamment qu'il n'y a aucune participation active des masses à cette expérience, mais surtout que ce « socialisme destourien » aggrave toujours plus la dépendance tunisienne à l'égard de l'impérialisme, plus spécialement américain. Cela explique en passant les raisons profondes de l'hostilité de Bourguiba à l'unité arabe. Cela justifie surtout que le rôle d'une opposition socialiste au régime, loin de se contenter de soutenir les aspects « positifs » et critiquer les aspects « négatifs » du régime, soit d'œuvrer pour la constitution d'un parti révolutionnaire tunisien, seul moyen de mobiliser les masses pour une véritable construction socialiste. Les contradictions de la Tunisie ne peuvent être dépassées que par cette mobilisation des masses : l'Unité Nationale prétendait dépasser la lutte des classes, elle n'a réussi qu'à la retarder ; l'obstacle principal à la construction du socialisme en Tunisie reste l'existence d'une bourgeoisie qui, en empêchant toute avance décisive dans la voie du progrès économique, oblige à soumettre toujours plus chaque réalisation, même timide, à l'aide impérialiste. La seule façon de surmonter ces contradictions, la seule manière d'éliminer la bourgeoisie est de sonner la mobilisation des classes révolutionnaires contre l'impérialisme et la bourgeoisie, donc de constituer l'instrument de cette mobilisation, le Parti Révolutionnaire.

II. - INSTRUMENTS DE LA RÉVOLUTION ARABE

DE QUELQUES VERITES SIMPLES :

Si nous nous sommes attardés sur l'expérience tunisienne, c'est que nous pensons que, pour l'essentiel, elle n'est pas fondamentale-

ment différente de celle d'autres pays arabes. A ceux qui voudraient nous dire que le socialisme, c'est d'abord les réalisations économiques et sociales, nous répondrons que notre pays n'a rien à envier au leur, et qu'il peut présenter de telles réalisations ; si on nous avance le taux de croissance économique, nous rétorquerons que celui de la Tunisie est un des plus élevés des pays arabes ; ceux qui partiront des positions anti-impérialistes de tel ou tel pays se verront questionner sur le degré de dépendance économique *réel* de ce pays et nous dirons ce qu'il adviendrait si l'impérialisme coupait l'aide alimentaire à certains. Pour nous la Tunisie, malgré la propagande officielle, n'est pas un pays socialiste : ni les rapports de production, ni l'idéologie, ni la politique intérieure ou extérieure n'est socialiste.

A ceux qui proclament le « progressisme » des pays engagés dans une voie non capitaliste, nous demandons d'avoir l'honnêteté d'affirmer en même temps que cette voie n'est pas socialiste. Nous ne sommes pas ici pour aggraver la confusion, mais pour la lever, c'est seulement dans la clarté que peut se développer et progresser le socialisme. C'est pourquoi nous n'admettons pas que des concepts vagues et sans contenu viennent voiler des réalités dont nous connaissons la difficulté de les saisir pour les révolutionnaires. Ainsi, celui « d'Etat de Démocratie Nationale » nous paraît à proscrire absolument. D'abord parce que nous savons que la Démocratie et l'Unité Nationale sont contradictoires, la première exigeant que chaque classe, ignorant la seconde, se batte pour ses intérêts propres. Ensuite parce que nous ne voyons pas où la démocratie pourrait exister dans tous ces pays caractérisés précisément par le totalitarisme d'un parti ou d'une armée. Enfin parce que nous ne voyons pas l'utilité qu'un tel concept, faux théoriquement et pratiquement, peut avoir pour les progrès de la révolution socialiste dans nos pays.

Nous avons dit « révolution socialiste » parce que nous pensons qu'effectivement cette révolution est encore à faire dans tous nos pays. Car tous les régimes « socialistes » arabes ont au fond les mêmes caractéristiques que le régime tunisien. Comme lui, ils prônent l'unité nationale et l'arrêt des luttes de classes ; comme lui, ils interdisent toute organisation autonome des masses ; comme lui ils réalisent d'en haut les réformes et des mesures qui sont insuffisantes et qui exigent une importante aide étrangère ; comme lui, ils développent des bureaucraties monstrueuses et s'endettent de plus en plus avec l'impérialisme ; comme lui, ils s'interdisent, au nom d'idéologies petites bourgeoises, de prendre les mesures révolutionnaires indispensables contre les bourgeois, et de soumettre leur propre action au jugement des masses. Les caractéristiques particulières de ces

« socialismes » peuvent varier d'un pays à l'autre. Ils n'en restent pas moins tous très loin d'un véritable socialisme, puisque, dans certains cas, la bourgeoisie et l'impérialisme — en ce dernier du moins tout le monde s'accorde à reconnaître le pire ennemi du socialisme — ont aidé à le mettre en place : l'exemple de l'Irak où il existait, grâce à un puissant parti communiste, le risque de voir s'instaurer un régime socialiste, montre que l'impérialisme peut s'accomoder du « socialisme irakien », alors que, pour la bourgeoisie, il sauve l'essentiel de ses positions et surtout l'espoir de reprendre un jour le pouvoir.

Si l'impérialisme s'accomode de ces « socialismes nationaux », ce n'est ni par hasard, ni parce qu'il se serait brusquement mis à respecter l'indépendance des pays du Tiers-monde : C'est parce que ces régimes ne l'empêchent en rien de continuer son exploitation. Même si en apparence les relations avec l'impérialisme ont pu changer, les rapports sont les mêmes : exploitation et pompage des ressources de ces pays. Il n'est pas nécessaire d'insister sur le problème des fournitures d'armes (de toutes façons de modèles dépassés) et d'achat de pétrole. Même lorsque l'impérialisme consent à équiper ses pays, il écoule des moyens de production dans la limite des secteurs qui ne le concurrencent pas, ou mieux encore, qui lui soient complémentaires. Ainsi, pour rentabiliser leurs affaires et diminuer les prix des produits intermédiaires, certains pays impérialistes équipent les pays qu'ils influencent de manière à les rendre capables d'exporter des matières premières à moitié travaillées : du fait du coût comparé des main-d'œuvre dans les deux types de pays, et de l'énorme marché de consommation des pays impérialistes, l'opération est plus que rentable pour eux. Plus, elle accentue la dépendance à leur égard, puisque, dans la plupart des cas, les traitements des produits en question nécessitent leurs propres techniques et qu'il est alors impossible au pays dominé de vendre ailleurs ou à d'autres conditions que celles qui lui sont imposées. Nous avons en Tunisie un exemple frappant de ce type de rapports avec la fabrication de pâte à papier.

De toutes façons, par l'intermédiaire du commerce et de l'aide financière, l'impérialisme prélève chaque année, selon les estimations de C. Bettelheim, 9 milliards de dollars des pays sous-développés, et l'aggravation de l'endettement est, pour ces pays, d'environ 4 milliards de dollars par an, sans parler de l'accroissement des dettes précédentes. On voit dans ces conditions que nos pays arabes, dont les plus socialistes même comptent sur l'aide extérieure, et pas seulement des pays de l'Est, pour près de la moitié de leurs investissements, sont de moins en moins capables de développer leur économie,

sont de plus en plus liés à l'impérialisme, et par conséquent s'éloignent de plus en plus du socialisme.

C'est qu'en effet, dans les pays « socialistes » arabes, la contradiction de départ est la même, fondamentalement, qu'en Tunisie : incapacité de la bourgeoisie à assumer le pouvoir, inexistence ou absence momentanée de direction prolétarienne. Pourtant où le mouvement national a été assez puissant pour infliger une défaite à l'impérialisme, il a suscité une direction d'origine petite bourgeoise, qui, placée dans les contradictions énormes de cette phase, s'est vue le dépositaire et l'arbitre de ces contradictions. Ces équipes ont une histoire différente suivant les pays, venant tantôt de milieux politiques tantôt de cercles militaires. Partout, elles ont agi de façon analogue : liquidation de tout mouvement autonome des masses, et plus particulièrement de la classe ouvrière, tentative de construction économique sans éliminer la bourgeoisie ni faire participer activement les masses, ce qui entraîne de façon irrémédiable la création d'une bureaucratie dont on a vu, à propos de la Tunisie, les contradictions et les limites.

Partout, dans ces pays, la dépendance extérieure s'est aggravée et les maigres résultats des débuts de constructions économiques ont été compensés par le gaspillage de la bureaucratie et par la croissance démographique. Partout l'Etat et son équipe dirigeante essaient sans succès de constituer d'en haut un parti « socialiste » capable d'enrégimenter les masses, de les mobiliser sous contrôle. Partout, le caractère policier du régime, né de la panique d'être dépassé, empêche tout progrès réel dans la constitution d'un parti de masses, et même toute mobilisation durable de ces masses. Et ce n'est pas le va et vient des intellectuels révolutionnaires entre les prisons et les camps de concentration et l'ombre du pouvoir qui peut modifier fondamentalement cet état de chose. C'est une série de choix définitifs pour la construction d'un socialisme scientifique, c'est-à-dire marxiste, dans les faits et non en paroles, qui peut faire sortir de l'impasse, et non pas des opérations militaires ou politiques contre l'impérialisme ou ses alliés, accompagnées de la même orientation ambiguë en politique intérieure.

PAS DE SOCIALISME SANS DESTRUCTION DE L'APPAREIL D'ETAT EXISTANT

Et comment pourraient-ils le faire quand on leur oppose au départ une machine qui les dépasse et qui, de par sa nature même, est le principal obstacle au socialisme. C'est qu'en effet l'appareil d'Etat, qui est comme partout un appareil répressif, leur échappe totalement et, en fait, ils n'ont aucun moyen d'action sur lui : pas

de possibilité réelle de l'épurer, encore moins de le transformer, et, de toutes façons, pas la moindre chance de le faire passer sous le contrôle des masses. Cet appareil d'Etat, construit à l'image de ceux des états capitalistes, est en réalité indépendant des classes révolutionnaires, et soumis par ses structures et son idéologie à l'influence impérialiste et bourgeoise. Il est en général le plus sérieux obstacle à la transformation réellement socialiste du pays : les intérêts des bureaucrates et des représentants de l'Etat sont opposés à ceux des masses, le principe même de l'Etat « au-dessus des classes » rend impensable que des transformations importantes de la société puissent être réalisées autrement que par cet Etat, qui en est d'ailleurs incapable. Dès lors, pour envisager de construire une société socialiste, il faut nécessairement briser l'appareil d'Etat, manifestation de l'influence bourgeoise et lui substituer un nouvel appareil, au service des masses et sous leur contrôle. La construction du socialisme passe par la destruction de l'Etat actuel et son remplacement par un Etat prolétarien.

Pour mener l'assaut contre l'Etat, éliminer toutes les forces sociales qui, en son sein ou à l'extérieur, s'opposent à la révolution socialiste et défendent la pénétration impérialiste, les classes révolutionnaires de la société ont besoin d'une organisation d'avant-garde.

PAS DE SOCIALISME SANS UN PARTI REVOLUTIONNAIRE

Pour nous, en effet, le socialisme ne se conçoit pas sans une mobilisation très poussée des masses, que seul un Parti Révolutionnaire est capable de promouvoir. Si même on pouvait supposer que, par suite d'une évolution pour nous miraculeuse, une de ces équipes « socialistes nationales » puisse parvenir à installer d'en haut les fondements d'un véritable socialisme, sur le plan économique, il ne faudrait pas longtemps pour que, par l'intermédiaire d'un coup d'Etat ou même d'une intervention directe, l'impérialisme écarte cette équipe du pouvoir.

Le socialisme exige la mobilisation des masses parce que ses ennemis sont nombreux et puissants : l'impérialisme en premier lieu, mais également la bourgeoisie nationale et la féodalité qui ont gardé des forces importantes dans tous nos pays ; la bureaucratie elle-même dont l'étroitesse des liens avec l'impérialisme et le caractère parasitaire feront toujours un obstacle aux progrès du socialisme. De plus, les débuts de la construction du socialisme exigent des sacrifices énormes du peuple, qui ne seront jamais consentis autrement que par la mobilisation révolutionnaire, par la conscience de

l'enjeu de la bataille et par la certitude que ces sacrifices touchent effectivement tout le monde. Enfin, les débuts de la construction du socialisme sont difficiles, il existe de très importants dangers de déviations bureaucratiques, d'envahissement par des experts bourgeois, dangers aggravés par l'idéologie petite bourgeoise dominant les techniciens et l'utilisation qu'on ne manquera pas de tenter de l'Islam à des fins contre-révolutionnaires. Seul un Contrôle permanent de tout l'appareil politique, administratif et économique par des masses éduquées et encadrées par un Parti Révolutionnaire pourra réduire ces dangers.

PARTI REVOLUTIONNAIRE : PARTI MARXISTE-LENINISTE

Par Parti Révolutionnaire, nous entendons Parti marxiste-léniniste, parce qu'il n'y a pas d'autre possibilité de parti révolutionnaire capable d'accomplir ces tâches de mobilisation des masses et de construction du socialisme. Cela est d'autant plus clair que nous ne croyons pas qu'il puisse exister un autre socialisme que le socialisme scientifique, marxiste. Non pas que nous soyons spécialement enclins à la violence, mais nous pensons que la violence comme la lutte des classes sont des réalités tangibles, toujours présentes, qui peuvent être par moment dissimulées par des idéologies et des régimes petits bourgeois, mais qui ne manquent pas de se manifester, à travers ces idéologies ou ces régimes même. Que nous ayons à faire preuve d'un effort d'imagination pour découvrir, à travers chacune de nos réalités nationales, notre voie vers le socialisme, cela ne fait pas de doute, mais cet effort sera énormément facilité par le caractère marxiste de notre parti révolutionnaire, par la connaissance que nous aurons de la théorie du socialisme scientifique.

Plus, ce parti marxiste-léniniste nous semble être la seule voie pour la mobilisation des masses en vue de la révolution socialiste dont nous pensons qu'elle est encore à faire. On nous objectera peut-être les habituelles considérations sur l'incompatibilité présumée du marxisme et de l'Islam, qui ferait que les masses arabes ne suivraient jamais un parti marxiste. D'abord, il serait opportun d'insister sur le fait que la défiance à l'égard du marxisme et du communisme vient en grande partie de l'incessante propagande des pseudos socialistes arabes et de leurs leaders. C'est surtout en flattant les aspirations primaires des arabes et en évitant de leur faire prendre conscience des problèmes réels que ces propagandistes essaient de saper le marxisme. Parce que les révolutionnaires essaient au contraire de constamment éduquer les masses et d'élever leur

niveau de conscience, nous ne doutons pas de réussir à lever les préjugés contre le marxisme. L'expérience a d'ailleurs largement prouvé, en Irak et en Syrie entre autres, que, lorsqu'ils étaient capables de trouver les politiques et les mots d'ordre adaptés à la situation, les communistes ont pu avoir une influence dominante sur des masses arabes, profondément imbibées d'Islam. Nous ne croyons pas que l'Islam puisse être un obstacle à la libération de l'homme, pas plus qu'il ne pourra empêcher que la révolution socialiste, nécessité impérieuse dans les pays arabes, ne deviennent l'objectif de toutes les classes encore opprimées de ces pays.

PRIMAUTE DE LA LUTTE ANTI-IMPERIALISTE

Il se pourrait également qu'on nous dise : en cas d'adoption du marxisme-léninisme, l'impérialisme risque d'intervenir directement dans nos pays et de nous faire subir des défaites. A cela nous répondons que nous n'accepterons jamais la fatalité de l'agression et de la domination impérialiste. Nous ne serons jamais complètement libérés tant que l'impérialisme subsiste dans sa force actuelle. L'un des objectifs du socialisme doit être la disparition de l'impérialisme. Cette disparition ne saurait être le résultat d'une guerre mondiale. Certes, elle serait, néanmoins, accélérée dans des proportions gigantesques si l'impérialisme avait à soutenir simultanément plusieurs guerres du Viet-Nam. Comme le souligne Che Guevara, dont nous pensons qu'il est le plus authentique représentant actuel de l'internationalisme révolutionnaire, la force de l'impérialisme vient de ce qu'il combat séparément et à tour de rôle les différentes révolutions populaires. S'il nous agresse, à nous de lui imposer un combat dur, long et pénible : tous nos peuples sont capables ; comme ils l'ont déjà prouvé, d'une résistance prodigieuse. L'issue de ce combat ne fait pas l'ombre d'un doute : ce sera la victoire de la révolution socialiste et la défaite de l'impérialisme, défaite d'autant plus grave qu'il l'aura subie sur davantage de fronts et que les peuples des pays impérialistes réagiront de plus en plus en faveur de la révolution.

Nous ne craignons pas l'intervention de l'impérialisme. Au contraire, nous sommes convaincus qu'elle serait pour nous, comme elle l'est pour l'héroïque peuple viet-namien, un ciment extraordinaire et un facteur fondamental d'accélération de la victoire du socialisme et de l'unité arabe. De toutes les manières, nous n'avons pas le choix : ou bien nous consentons à ce que nos peuples continuent à croupir dans la misère, la faim et soient toujours plus exploités par l'impérialisme, ou bien nous engageons le combat pour

la victoire du socialisme en acceptant par avance tous les sacrifices qu'imposera ce combat. Parce que nous sommes socialistes, parce que nous sommes à ce séminaire, nous ne pouvons que choisir la lutte.

Dans cette lutte pour la révolution, les objectifs anti-impérialistes seront toujours fondamentaux. C'est pourquoi, malgré notre jugement sur les régimes de « socialisme national », nous ne refusons pas la collaboration, sur un programme clair de lutte contre l'impérialisme, avec ces régimes ou des fractions de leurs équipes de direction. L'essentiel dans cette collaboration doit être qu'elle permet une mobilisation des masses et facilite ainsi l'élévation de leur niveau de conscience. Nous ne condamnons donc pas systématiquement tous ceux, parmi les dirigeants arabes, qui se disent socialistes. Nous leur disons : nous vous croirons dans la mesure où vous essaieriez réellement de construire une société socialiste, où vous éliminez complètement la bourgeoisie, où vous mènerez une lutte anti-impérialiste conséquente et où vous serez capables de promouvoir une démocratie révolutionnaire parmi les masses. Cela suppose naturellement que tous les socialistes qui peuvent être emprisonnés soient libérés, cela entraîne la nécessité d'un effort théorique important. Beaucoup en sont peut-être capables. La victoire du socialisme et la réalisation de l'unité arabe passent de toutes façons par le socialisme scientifique : avec ceux qui se disent maintenant socialistes ou avec d'autres, elles finiront par se réaliser.

CONCLUSION

Tels sont, camarades, les développements que nous avons estimé juste de faire, autant en ce qui concerne la situation dans notre propre pays que pour ce qui est des perspectives générales du socialisme dans le monde arabe. Nous sommes, faut-il le dire, loin de penser avoir épuisé le sujet. Nous comptons sur les débats que nous aurons pour à la fois remplir les vides et apprendre auprès des plus expérimentés d'entre nous.

Il nous reste simplement à dire notre conviction que ce séminaire correspond à une volonté commune de confronter les expériences et faire le bilan des voies du socialisme dans le monde arabe. Cette volonté ne fait au fond qu'exprimer une impérieuse nécessité objective, celle de la coordination des mouvements pour le socialisme dans les pays arabes. Jusqu'ici, on a abordé les problèmes du socialisme dans nos pays de façon dispersée, indépendamment les uns des autres et sans le moindre échange d'expériences

ou même de points de vue sur les voies qu'empruntaient ceux-ci ou ceux-là.

Aujourd'hui, il semble que l'on veuille dépasser cette situation. Cela est hautement positif. Nous pensons que le socialisme ne pourra être construit que dans le cadre *d'une unité arabe*, qu'à l'échelle de l'ensemble de ces pays. Et puisque l'unité de nos pays est une condition de la construction du socialisme, l'unité du mouvement pour le socialisme ne pourra que rapprocher cet objectif. Si ce séminaire contribue à préparer cette unité de mouvement, rend plus évident pour nous tous l'urgence de la coordination de nos actions, il aura été très largement un succès, malgré toutes les lacunes qu'il pourra présenter.

C'est parce que nous en sommes convaincus et que nous ne voyons pas pour l'instant de moyens plus efficaces et plus ambitieux que nous suggérons que de telles réunions deviennent périodiques, et que dès la fin de ce séminaire nous prenions rendez-vous pour de nouveaux débats d'ici au maximum deux ans.

